

Nourrir les débats avec des acteurs sociaux

Michel Parazelli

Les Autochtones

Volume 23, numéro 1, automne 2010

URI : id.erudit.org/iderudit/1003163ar

DOI : [10.7202/1003163ar](https://doi.org/10.7202/1003163ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN 0843-4468 (imprimé)
1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parazelli, M. (2010). Nourrir les débats avec des acteurs sociaux. *Nouvelles pratiques sociales*, 23(1), 1–9.
doi:10.7202/1003163ar

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

NPS

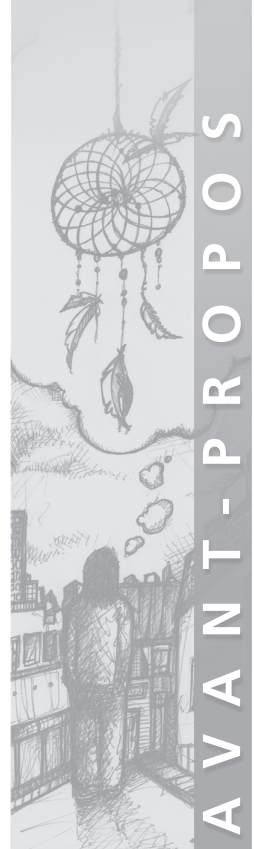
Nourrir les débats avec des acteurs sociaux

Michel Parazelli
École de travail social
Université du Québec à Montréal

L'ORIENTATION ÉDITORIALE DE NPS EN QUESTION

Je profite de l'occasion de cet avant-propos pour faire le point sur l'orientation éditoriale de la revue NPS. Depuis 2004, nous nous sommes engagés à travailler des questions entourant le renouvellement démocratique des pratiques (Parazelli, 2004) et nous avons sollicité les auteurs en ce sens. Soucieux de connaître le pouls de notre lectorat et de prendre en compte ce qu'il pouvait bien penser de la pertinence de notre orientation et de la qualité des thématiques traitées, nous avons mis un sondage en ligne sur le site de NPS¹ en 2009-2010.

1. Voir résultats détaillés sur le site Internet de la revue: <<http://www.nps.uqam.ca/images/sondage.pdf>>.



À la lumière des résultats positifs du sondage sur l'appréciation globale de notre lectorat (chercheurs, intervenants, gestionnaires, étudiants), NPS a tout de même organisé une demi-journée de réflexions avec les membres du comité de rédaction le 26 novembre 2010 sur son orientation éditoriale de façon à garder vivants les débats en regard de ses propres pratiques définissant son orientation. Il faut savoir que, parallèlement, en collaboration avec des organismes du monde syndical et communautaire, nous avons organisé quatre soirées d'échanges et de débats en octobre dernier autour d'une question sociale qui peine au Québec à faire l'objet de discours critiques publics². Nous parlons des programmes de prévention précoce des problèmes de comportements des jeunes et de leur corollaire, les pratiques visant l'amélioration des compétences parentales. Rappelons que notre implication dans ce type d'activités découle des recommandations des participants à notre colloque-anniversaire (20 ans) tenu en 2008 à l'UQAM sur l'orientation éditoriale de la revue NPS. Les participants à ce colloque international exprimèrent alors leur désir de voir la revue organiser à nouveau des espaces d'échanges critiques, à petite échelle, afin d'offrir aux praticiens comme aux chercheurs l'occasion d'aller au fond des choses. Comme l'expérience de ces soirées d'échanges et de débats fut concluante du point de vue des participants et des partenaires, nous avons désormais inclus ce type d'activités dans notre plan d'action dans une perspective bisannuelle.

Bref, les discussions que les membres du comité de rédaction ont tenues en novembre dernier sur l'orientation éditoriale de la revue (le renouvellement démocratique des pratiques) ont confirmé la nécessité de contribuer comme revue scientifique de transfert des connaissances à nourrir les débats avec des acteurs sociaux lorsque certaines problématiques sociales semblent être bloquées sur le plan dialogique. Toujours fidèle à notre orientation éditoriale de 2004, ce qui se précise en 2010 est la volonté des membres du comité de rédaction de contribuer aussi comme acteur social à nourrir les débats publics sur des enjeux sociaux d'intervention sociale présentant des problèmes importants sur le plan démocratique. L'un des fondements de la démocratie est la possibilité de débattre de questions sociales dans des conditions favorisant la libre expression, l'écoute et la critique dans le respect du pluralisme des points de vue. En ces temps de nouvelle gestion publique et de privatisation croissante des services, ce type de pratique ne semble pas être valorisé.

Avant de présenter les différents éléments composant le présent numéro, voyons quelques faits saillants du sondage que nous avons mené en 2009-2010 et des activités d'échanges et de débats tenues en octobre 2010.

2. Voir documents et programme des soirées sur le site Internet de la revue : <<http://www.nps.uqam.ca/prevention/index.php>>.

QUELQUES FAITS SAILLANTS DU SONDAGE

Le sondage a été mis en ligne du 15 décembre 2009 au 1^{er} août 2010. Le site GizmoSurvey a été utilisé pour la création de la version en ligne du sondage en raison de l'interface conviviale, de la facilité d'accès pour les répondants et de l'assurance d'une participation unique par adresse IP. La répartition des 100 répondants reflète bien notre lectorat : la recherche et l'intervention (24,74 %), l'enseignement (22,68 %), le communautaire (19,74 %) et les étudiants (16,49 %). Les personnes qui ont répondu à l'étude signalent avoir consulté plusieurs numéros. Près de 60 % avaient lu plus de cinq numéros. Les motivations à lire la revue NPS confirment notre fonction de transfert des connaissances auprès de notre lectorat. Voici ces motivations en ordre d'importance : le travail (28,21 %), le désir de demeurer informé (22,40 %), la transmission de connaissances (19,09 %), les études (15,36 %) et la recherche (14,94 %). Près de la moitié des répondants affirment que d'une à cinq personnes consultent le même exemplaire, ce qui augmente la visibilité de la revue dans les différents milieux sondés. On apprend aussi que la revue a plusieurs usages tels que la préparation de communication, la rédaction de mémoires et thèses, l'animation de discussions et la préparation de cours. De plus, une très grande proportion des répondants affirment citer des articles de la revue NPS dans leurs propres publications (73,26 %). Parmi les réponses obtenues, signalons que 94 % des 96 personnes qui ont répondu à la question relative à notre grille rédactionnelle ont considéré comme « intéressants » et « très intéressants » les dossiers thématiques de la revue, et 88 % ont eu la même appréciation pour les rubriques « Perspectives ». Ajoutons que 93 % des répondants disent être « satisfaits » et « plutôt satisfaits » de la pertinence de l'information et de la profondeur du contenu des articles. Rappelons que ces thématiques sont définies par le comité de rédaction, qui prend en compte les développements de la recherche aussi bien que ceux de la pratique dans l'intervention sociale. Cela se reflète dans le choix des thèmes abordés et à venir. Parmi les cinq thèmes que 72 % des répondants de notre sondage disent souhaiter voir abordés dans la revue, quatre d'entre eux le seront dans les dossiers des numéros déjà planifiés pour les deux prochaines années (intervention auprès des personnes âgées ; interculturelle ; auprès des familles et celles auprès des femmes). Ces résultats nous indiquent que notre travail d'équipe éditoriale demeure étroitement lié aux préoccupations actuelles de l'intervention sociale.

LA PRÉVENTION PRÉCOCE EN QUESTION. REGARDS CROISÉS FRANCE-QUÉBEC

L'organisation de ces quatre soirées d'échanges et de débats sur la prévention précoce a été possible grâce à un partenariat entre NPS, deux regroupements d'organismes famille, deux syndicats d'enseignants et un organisme jeunesse. En invitant les deux leaders du mouvement *Pas de conduite*³ de la France, il s'agissait d'offrir aux participants de Montréal, de Sherbrooke et de Longueuil un regard extérieur sur des pratiques canadiennes de prévention précoce qui ont cours en Europe et à partir desquelles ont été développées des réflexions critiques nourries par différents professionnels de la petite enfance (médecins, pédopsychiatres, pédiatres, psychologues, psychanalystes, éducateurs, etc.). Ce fut une occasion d'examiner les pratiques d'ici à la lumière de l'image projetée par nos amis français. Soulignons qu'à chacune des soirées, deux discutants locaux (un chercheur et un intervenant social) étaient invités à échanger avec la délégation française, après quoi la discussion avec les gens de la salle s'engageait. Nos buts étaient les suivants: 1. Susciter des interrogations et des réflexions chez les intervenantes du monde de l'éducation, de la santé et du communautaire autour des enjeux théoriques, éthiques, politiques et, surtout, cliniques de la prévention précoce en considérant d'autres perspectives et en respectant le pluralisme des points de vue qui peinent à s'exprimer publiquement. 2. Fragiliser les certitudes et le consensus apparent au sujet de la prévention précoce afin de faire émerger d'autres visions de la prévention, de la socialisation et de l'intervention auprès des familles et de la petite enfance. 3. Établir des liens entre les divers champs de pratiques (scolaire, santé et services sociaux, communautaire, etc.) en mettant en commun les différentes lectures des enjeux associés à la prévention précoce.

Disons que le premier intérêt d'avoir organisé ces soirées fut de voir réunis des réseaux d'intervention qui habituellement ne le sont pas pour échanger sur cette question. Des fonctionnaires d'Agences de services sociaux et de santé (ASSS), des intervenants (et cadres) de Centres de santé et de services sociaux (CSSS), d'organismes famille, d'organismes jeunesse, de centres de la petite enfance et de la Fondation Lucie et André Chagnon, des chercheurs en éducation, en travail social, en psychologie, etc. Des parents faisant partie de la clientèle ciblée par ces programmes et impliqués dans un organisme communautaire furent aussi très présents lors de l'activité tenue à Longueuil. Dans l'ensemble, ces soirées ont réussi à rejoindre 250 personnes et à aborder plusieurs questions entourant les programmes de prévention précoce.

3. Vous pouvez consulter leur site : <<http://www.pasde0deconduite.org>>.

L'expression d'une critique articulée dans une perspective internationale et bien discutée avec des répondants québécois a permis, d'une part, à certains participants de s'exprimer sur les contextes très difficiles de leur milieu de travail où la critique sur ce qu'on leur demande de faire est très mal perçue sinon interdite, et, d'autre part, de faire émerger d'autres points de vue apportant des nuances, des questionnements et d'autres considérations sur les pratiques d'intervention elles-mêmes. Outre la richesse des échanges, des débats ont pu avoir lieu avec des intervenants et des chercheurs qui sentaient que certaines critiques visaient leurs pratiques. Certains fonctionnaires ont apprécié être informés des réflexions critiques et des aspects pouvant favoriser des dérives importantes sur le plan éthique, dont la stigmatisation et l'intrusion dans la vie privée des familles. Bref, ces moments ont permis de rendre publique une parole critique sur ces programmes, ce qui représente un pas important dans le renouvellement démocratique de ce type de pratiques dont le consensus sonnait et sonne toujours aussi faux.

Les membres du comité organisateur se sont engagés à laisser des traces écrites de ces échanges en publiant un numéro spécial à l'automne 2011 qui regroupera les exposés des dix conférenciers qui se sont impliqués ainsi que des articles scientifiques complémentaires qui seront retenus à la suite d'un appel à contributions. Nous pensons ainsi soutenir des acteurs sociaux dans leurs efforts pour mieux comprendre ce qui se joue dans ces programmes et pour tenter d'influencer les pratiques afin que les familles et les intervenants puissent être des acteurs et pas seulement des clients dont la valeur s'exprime par une donnée statistique. À suivre...

LE DOSSIER THÉMATIQUE

Dans ce numéro, NPS ouvre ses pages à un dossier consacré aux réalités sociales et politiques des Autochtones. Présenté par Lilyane Rachédi (UQAM), Réjean Mathieu (UQAM) et Daniel Thomas (UQAT), ce dossier comporte sept articles traitant des enjeux entourant le développement durable, les problèmes de violence familiale et de négligence envers les enfants, et ceux associés à la grand-maternité, l'urbanité et l'évolution des politiques à l'égard des Autochtones. Soulignons qu'exceptionnellement l'entrevue retenue pour ce numéro s'inscrit aussi dans cette thématique rarement abordée dans nos numéros.

L'ENTREVUE

Réalisée par Lilyane Rachédi et Réjean Mathieu, professeurs à l'École de travail social de l'UQAM, l'entrevue de ce numéro donne la parole à Richard Kistabish, vice-président de la Fondation autochtone de guérison. Il s'agit d'une rencontre entre deux univers de représentations de ce que peuvent être le travail social et ses dimensions démocratiques. Cette entrevue nous permet de mieux comprendre le poids du contexte historique des problèmes vécus par plusieurs communautés autochtones et les défis auxquels font face les personnes qui souhaitent y intervenir.

ARTICLES EN PERSPECTIVES

Dans ce numéro, les rubriques « Perspectives » nous offrent cinq articles dont trois correspondent aux perspectives étatiques et deux, aux perspectives communautaires.

Perspectives étatiques

Deux collègues français de l'Université européenne de Bretagne-Rennes II, François Le Yondre et Dominique Bodin, attirent notre attention sur un changement de posture politique envers les assistés sociaux en France. Ils analysent celui-ci en interrogeant le recours au sport pour responsabiliser les assistés sociaux dans leurs démarches d'employabilité appelées ici « activation sociale ». Intitulé *Le sport comme soutien aux pratiques d'assistance sociale: entre accompagnement compassionnel et activation disciplinaire de l'individu*, cet article nous invite à comprendre ce qui se joue sur le plan sociopolitique en ce qui concerne le programme qui a remplacé en 2008 le Revenu minimum d'insertion (RMI) : le programme de Revenu de solidarité active (RSA). Selon eux, le nouveau programme constituerait une manifestation concrète du passage d'une « logique d'aide compassionnelle à une logique d'activation ». À l'aide d'une analyse foucauldienne du biopouvoir, et de 22 entretiens semi-directifs auprès de stagiaires, les auteurs montrent comment le droit inconditionnel à un revenu de subsistance en situation de non-emploi se transforme en injonction à l'autonomie, en prise en charge des individus par eux-mêmes, par l'incorporation de cette norme via la disciplinarisation du corps. Ils examinent aussi le processus d'enrôlement des stagiaires par le recrutement des individus pouvant favoriser le consensus dans un groupe de pairs et atténuer le sentiment de stigmatisation. Cet article n'est pas sans lien avec le « paradoxe d'un rapport coercitif imposant l'autonomie » dans nombre de programmes québécois étatiques, notamment ceux visant l'adoption de saines habitudes de vie et la persévérance scolaire.

Un deuxième article rédigé par nos collègues de l'Université de Sherbrooke, Dany Boulanger, François Larose et Yves Couturier, traite de l'importance du rôle joué par les représentations sociales des intervenants sociaux (en milieu scolaire) en ce qui regarde les compétences éducatives des parents de milieux socioéconomiquement faibles et les pratiques que ces représentations induisent. Intitulé *La logique déficitaire en intervention sociale auprès des parents: les pratiques professionnelles et les représentations sociales*, cet article aborde aussi comment un changement de pratiques peut modifier les représentations sociales des intervenants. Essentiellement centrés sur les modes d'appropriation cognitive des représentations sociales, les auteurs soulignent que la prédominance des savoirs communs sur l'adoption de représentations sociales constitue un obstacle aux transformations des pratiques. Ils illustrent ce point en montrant comment le programme gouvernemental « Famille-école-communauté, réussir ensemble au Québec » a tenté de modifier les représentations sociales des intervenants en mettant en place une pratique dite d'*empowerment* des parents autour de la réussite éducative des élèves versus l'approche clinique habituelle. Selon eux, l'approche de ce programme et sa durée de six ans auprès de 22 écoles ont pu développer des représentations plus positives des compétences parentales chez les intervenants. À l'instar des auteurs de l'article précédent, il aurait été important, à tout le moins intéressant, d'aborder les dimensions sociopolitiques associées aux conditions d'appropriation cognitive des représentations sociales des intervenants en relation avec les parents et les experts, surtout quand on connaît les vicissitudes pratiques et idéologiques des notions d'*empowerment* et de compétence parentale.

Un autre article de l'Université de Sherbrooke nous entretient sur les enjeux éthiques et politiques entourant l'intervention à domicile. Intitulé *L'émergence de la proximité relationnelle à la faveur de l'intervention à domicile: ouvertures et tensions dans la relation clinique*, ce texte, rédigé par les auteurs Marie Crevier, Yves Couturier et Paul Morin, s'inspire de la théorie des conventions de Boltanski et Thévenot (1991) pour qualifier les types de contextes relationnels associés à cette situation spécifique d'intervention. Outre le fait de faciliter l'accès aux informations nécessaires pour l'évaluation des situations des personnes visitées, de favoriser la confiance, et de briser l'isolement de l'usager, les auteurs évoquent certaines tensions paradoxales relatives à la confusion des rôles professionnels, à l'intrusion dans la vie privée et au développement de liens plus intimes et personnels. Ils concluent en montrant l'existence d'une articulation en tension entre les ouvertures (prise en compte des particularités intimes de l'usager) et les fermetures (prise en charge étatique de type industriel) que favorise de façon contradictoire ce type de rapports d'intervention.

Perspectives communautaires

Deux articles s'inscrivent dans la perspective communautaire, le premier provient de Sambou Ndiaye, de l'Université Gaston-Berger de Saint-Louis au Sénégal. Comme l'intitulé l'indique, l'auteur retrace dans ce texte l'histoire du mouvement associatif sénégalais tout en identifiant ses forces et ses défis : *Itinéraire et innovations sociales en milieu associatif d'Afrique de l'Ouest : l'expérience du Sénégal*. C'est en décrivant les diverses crises (énergétique, alimentaire, financière et climatique) que le Sénégal a eu à affronter tout au long de l'histoire du pays que l'auteur identifie et analyse les tendances des pratiques associatives qui ont permis de s'attaquer à la précarité. Il termine son texte par des réflexions sur l'état actuel du mouvement associatif notamment sur le sous-développement de son potentiel alternatif. Il rend compte de ce problème par l'existence de tensions entre des logiques de dépendance envers les bailleurs de fonds et de rivalité entre associations, et la possibilité stratégique d'influencer collectivement les modes de régulation du développement.

Le second article de cette rubrique est signé par des collègues de l'Université de Montréal, José Carlos Suárez-Herrera, François Champagne et André-Pierre Contandriopoulos, et s'intitule *Les enjeux organisationnels de la participation communautaire dans un contexte de modernisation réflexive : le cas des conseils locaux de santé au Brésil*. Ce texte nous propose une analyse critique du contexte de transformations gestionnaires qui affectent les systèmes institutionnels de services de santé du Brésil, et ce, à la lumière des théories de la modernisation réflexive. Après avoir présenté les éléments importants de ces théories, dont la crise de la rationalité et la généralisation de l'incertitude, ils rendent compte des tensions entre l'imposition difficile du pouvoir des systèmes-experts de la santé publique et le désir des citoyens d'influencer sur le plan local les décisions qui les concernent dans ce domaine. Ce texte nous invite à mieux comprendre le sens des enjeux entourant les nombreuses contradictions inhérentes aux pratiques dites démocratiques de participation communautaire visant à valider des diagnostics d'experts en santé publique.

ÉCHO ET DÉBAT

Débat

Question controversée, l'accommodement raisonnable en contexte interculturel fait ici l'objet d'un débat entre Patricia Rimok, présidente du Conseil des relations interculturelles du Québec, et Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Fidèle à notre

formule dynamisant les échanges entre deux personnes ayant des positions différentes sur un sujet d'actualité, madame Carbonneau a accepté de réagir à un premier texte de madame Rimok, après quoi madame Rimok revient pour préciser ou ajouter des arguments structurant son point de vue.

Écho

Nous avons reçu un texte de Frédérique Sicard Fraisse, professeure dans un collège dans la banlieue nord de Montpellier qui développe une réflexion et des pratiques intéressantes sur les questions d'éducation religieuse en milieu scolaire. Elle interroge la rigidité institutionnelle associée à la politique de laïcité en milieu scolaire qui relègue les échanges sur les croyances religieuses dans le privé. Travaillant avec des enfants et des adolescents issus de l'immigration maghrébine, elle constate que l'imaginaire de ceux-ci est nourri par des récits magico-religieux traditionnels revisités par la modernité d'Internet. Selon elle, il importerait d'accompagner ces jeunes dans leur quête spirituelle et identitaire. Ce qui leur donnerait accès au sens symbolique de ces traditions et les protégerait des dérives de la radicalité.

BIBLIOGRAPHIE

- BOLTANSKI L. et L. THÉVENOT (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- PARAZELLI, M. (2004). « Le renouvellement démocratique des pratiques d'intervention sociale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 17, n° 1, 9-32.